



APPEL DU SECOURS ROUGE ARABE A SOUTENIR SON MILITANT POUR LE VERDICT POLITIQUE DU 15 DECEMBRE

Rappelons les faits : notre camarade Georges LOUIS a été arrêté le 10 octobre et remis en liberté le 13 octobre après avoir refusé la comparution immédiate. Accusé de « *jet de projectiles* » sur des flics et d'une « *participation à un attroupement armé en vue de commettre des violences et des destructions avec cette circonstance d'être masqué et derrière une banderole* », on lui reproche en fait d'avoir tenu la banderole du Front Social 75 : « **FRONTS SOCIAUX / TOUS POUR TOUS** », la procureure réclame une détention provisoire pour ce crime infame mais le tribunal préfère un contrôle judiciaire et une interdiction de manifestation (afin d'éviter apparemment des émeutes insurrectionnelles à chaque mobilisation !) jusqu'à son procès le 24 novembre.

Ce jour-là un rassemblement de soutien est organisé Place Saint Michel pour Kajetan et lui. Une participation importante de l'Union Syndicale Commerce CGT de Paris, des camarades de sa section syndicale, des délégations du Front Social 75 et des camarades en grève du Holiday Inn de Clichy et des délégations du Secours Rouge International venues de Belgique, de Suisse et d'Italie permet aux deux camarades d'être accompagnés jusqu'à cette sinistre 23^e chambre du tribunal correctionnel.

Si pour Kajetan la relaxe est accordée, ce n'est pas le cas pour Georges qui est littéralement accusé de tous les maux car *ils* n'admettent pas en réalité qu'un militant CGT choisisse avec

ses camarades de travail de se situer en *cortège de tête*. Pour l'Etat ce n'est pas possible de rejoindre un endroit de la manifestation où l'étiquette politique ne compte plus, où la contestation est la plus forte et déterminée. C'est aussi le désir de se retrouver en dehors d'un autocollant ou d'un drapeau, de converger ensemble : syndicalistes, travailleurs, chômeurs, précaires, lycéens, étudiants. Qu'importe-le déroulé de la manif l'importance c'est l'unité face à la répression, au gaz, au Flash Ball. Et plus encore on peut se retrouver ensuite pour partager, discuter, agir comme à Nuit Debout et à présent au sein du Front Social.

Nous croyons que c'est sur ça que l'Etat et son couple infernal police/justice combattent avec acharnement les rebelles à son ordre social raciste, en dissuadant par la violence aveugle tous ceux qui veulent s'organiser loin d'un agenda institutionnel mortifère de manifestation mensuelle.

Macron est au début de son règne. Sa violence verbale, sa haine de classe signifie clairement que la guerre sociale n'est plus un simple slogan. Déjà l'an dernier les milliers d'arrestations et de condamnations ont marqué les esprits or à présent c'est bas les masques. L'entreprise idéologique est mise en place pour anéantir les fondements de tout lien social contestataire. Seule la concurrence à mort entre groupe, entre nous est valable pour lui et sa clique. N'oublions pas non plus les criminels en uniforme qui tuent dans les quartiers populaires, une loi « terroriste » votée pour nous combattre, un état d'urgence devenu la normalité de cet Etat de crise. En face une opposition parlementaire crapuleuse aussi fade qu'une lasagne au cheval. L'offensive macronien se poursuit à grande renforts de médias *mainstream* en forme de stratégie de choc qui rappelle sur bien des aspects les méthodes d'un certain Milton Friedman (économiste de l'école de Chicago et soutien fanatique de Pinochet et de Thatcher).

Pour nous le dilemme est tranché depuis longtemps. Nous n'allons pas attendre cinq ans pour passer à l'action et se retrouver sur un champ de ruine. A chacun de choisir mais le temps presse. C'est Maintenant qu'il faut être ensemble. Etre coude à coude derrière des milliers de banderoles, à résister, à conquérir, à occuper des lieux et à proposer autre chose qu'un bulletin de vote vermoulu qui laisse le choix entre deux haines de classe prêtes à utiliser tous les moyens pour nous casser. L'objectif c'est la fin de ce vieux monde pourri ou rien.

Pour résumé :

Deux personnes (Alexis et Brandon) sont passés le 10 novembre (Le parquet a fait appel...) et doivent repassés le 22 décembre en civile dans le cadre du « casse » de la BRED.

Deux personnes (Georges et Kajetan) sont passés le 24 novembre. Le délibéré pour la première aura lieu le 15 décembre (La procureure a requis six mois avec sursis simple et le versement de deux fois 800 euros en plus de 350 euros de dommages pour deux flics) et la seconde est relaxée.

**RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN LE 15 DECEMBRE A PARTIR DE
12H30 DEVANT LE PALAIS DE JUSTICE**

